

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/CSS/W/15

30 novembre 2000

(00-5174)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: anglais

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET DE LEURS ÉTATS MEMBRES

Approche globale des négociations sur les services

Les Communautés européennes et leurs États membres ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres du Conseil du commerce des services.

Le présent document, soumis conformément au "guide" convenu par le Conseil du commerce des services le 26 mai 2000, confirme l'approche que les Communautés européennes et leurs États membres (CE) proposent de suivre dans les négociations prescrites sur les services. Il fait suite aux communications présentées par Hong Kong, Chine, les États-Unis et Maurice au nom du Groupe africain ainsi qu'aux interventions faites par les Membres de l'OMC durant les sessions extraordinaires du Conseil, à titre de contribution aux discussions qui ont lieu avant la session-bilan du Conseil du commerce des services.

I. OBJECTIFS DES NÉGOCIATIONS

1. Pour les CE, les objectifs globaux des négociations sur les services restent les suivants:

- a) **En termes généraux**, accroître le nombre et la qualité des engagements pris par les Membres en matière d'accès aux marchés et de traitement national dans tous les secteurs de services et pour tous les modes de fourniture, l'objectif étant d'obtenir une élévation progressive des niveaux de libéralisation.

Les négociations devraient être globales et n'exclure à priori aucun secteur ou mode de fourniture. Les négociations devraient être ouvertes, ménageant à tous les Membres de l'OMC la possibilité de soulever toute question, y compris celles qui doivent faire l'objet d'un examen en vue de l'application éventuelle de l'AGCS au secteur concerné.

La qualité, la clarté, la transparence et la cohérence des engagements devraient être améliorées. Il faudra pour cela poursuivre tout au long des négociations le travail de classification intensif qui a été entrepris.

- b) **Promouvoir l'élaboration de disciplines réglementaires**, pour renforcer les engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national. De telles disciplines semblent de plus en plus nécessaires. Les CE confirment qu'elles sont résolues à œuvrer en faveur de l'élaboration de disciplines réglementaires

conformément à l'article VI:4 de l'AGCS. Il s'agit d'instaurer un **environnement réglementaire** transparent et prévisible dans lequel les fournisseurs de services, les investisseurs, les utilisateurs et les consommateurs pourront tous compter sur la sécurité juridique et se sentir en confiance.

- c) **Adopter des principes en faveur de la concurrence**, là où ce sera nécessaire pour compléter les engagements sectoriels en matière d'accès aux marchés et de traitement national en décourageant les pratiques anticoncurrentielles, en assurant un accès effectif aux marchés et, dans le même temps, en reconnaissant la légitimité des prescriptions telles que les obligations en matière de service universel.
- d) **Faire en sorte que la libéralisation progressive du commerce des services non seulement soit compatible avec le développement durable, mais qu'elle l'appuie.**

Pour les CE, la politique commerciale, les politiques environnementales et sociales et la coopération au service du développement doivent avoir pour rôle de soutenir mutuellement le développement durable. Les CE sont d'avis que la libéralisation des services peut apporter une contribution positive au développement durable.

- e) **Faire en sorte que les Membres de l'OMC puissent protéger de manière adéquate leurs objectifs de politique nationale.**

L'AGCS a pour objet de libéraliser progressivement le commerce des services. Il reconnaît toutefois expressément aux Membres le droit de réglementer la fourniture des services et d'introduire de nouvelles réglementations en la matière sur leurs territoires dans le but de réaliser les objectifs de leur politique nationale. Il ne rend obligatoire ni la privatisation ni la déréglementation générale.

- f) **Achever l'élaboration des règles en suspens dans le domaine des mesures de sauvegarde d'urgence, des subventions et des marchés publics.**

L'élaboration des règles restées en suspens, par exemple en ce qui concerne les mesures de sauvegarde d'urgence, les subventions et les marchés publics, devrait être achevée parallèlement aux négociations prescrites. Nous réaffirmons notre volonté de conclure les négociations sur ces thèmes dans le cadre des négociations prescrites en cours tout en respectant la date limite fixée pour les travaux sur les mesures de sauvegarde d'urgence.

En outre, un certain nombre de **questions techniques** ont fait l'objet au Conseil du commerce des services de débats qui n'ont pas abouti sur des questions d'interprétation ou de mise en œuvre de diverses dispositions de l'Accord. Les CE sont favorables à un examen technique des dispositions concernées, tout en étant d'avis qu'un tel examen ne devrait pas modifier la structure et les principes en vigueur de l'AGCS.

- g) **Achever l'exécution du programme de travail sur le commerce électronique.**

Le commerce électronique offre d'énormes possibilités pour le développement du commerce et la participation de tous les Membres. Les CE entendent donc œuvrer en faveur d'un achèvement rapide du programme de travail et promouvoir le commerce électronique, en particulier en cherchant à éliminer les restrictions à l'accès aux marchés des services qui sont essentiels pour effectuer des transactions de commerce

électronique (par exemple les services de télécommunication ou qui se rapportent aux logiciels, la publicité, les services de paiement et de distribution).

II. NÉGOCIATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XIX

2. Le thème central des négociations en cours est l'accès aux marchés et le traitement national, à savoir la négociation de la libéralisation progressive des échanges commerciaux par secteur et par mode de fourniture. La session-bilan qui aura lieu en mars 2001 visera principalement à organiser le déroulement des négociations concernant l'accès aux marchés. À cet égard, les propositions des Membres concernant les négociations seront utiles.

3. À titre de contribution aux discussions à venir sur les points ci-dessus, les CE entendent rappeler leur position sur un certain nombre de questions:

- **Base de négociation globale.** Pour parvenir à un résultat équilibré et satisfaisant pour tous les Membres, il est essentiel que les négociations englobent tous les secteurs et modes de fourniture.
- **Point de départ.** Le point de départ des négociations devrait être le niveau existant des engagements, tel qu'il ressort des listes actuelles. En outre, des modalités devraient être établies qui permettent aux Membres d'indiquer leurs niveaux actuels de libéralisation dans les secteurs visés.
- **Libéralisation autonome.** À ce stade des négociations, la principale question sur laquelle doivent se pencher les Membres en ce qui concerne le traitement de la libéralisation autonome est celle de la transparence; en d'autres termes il faut s'assurer que, dans les négociations sectorielles, les Membres peuvent fournir des renseignements sur leurs niveaux actuels de libéralisation par rapport à leurs engagements au titre de l'AGCS. Toute autre question se rapportant à la libéralisation autonome, en particulier la valeur des consolidations, relève de l'évaluation du résultat global des négociations, laquelle ne peut être faite au bout du compte que par chaque Membre. Toutefois, nous restons prêts à envisager toutes autres modalités appropriées.
- **Statu quo.** Les CE sont favorables à un engagement de statu quo, à savoir l'habituelle clause de paix des négociations multilatérales antérieures, aux termes de laquelle les Membres conviennent de ne pas adopter de nouvelles réglementations dans le but d'améliorer leur position de négociation. Ce statu quo ne devrait toutefois ni empêcher ni compromettre la conclusion ou l'élargissement des accords d'intégration régionaux qui respectent les prescriptions de l'article V de l'AGCS.
- **Processus de demandes et d'offres.** De l'avis des CE, le processus de demandes et d'offres devrait être le principal instrument de négociation. Il garantirait la transparence du processus, en permettant à tous les Membres, dans leurs demandes, de soulever des questions particulières pour la négociation et de choisir les secteurs et les modes de fourniture pour lesquels offrir des engagements en matière de libéralisation. Un processus effectif de demandes et d'offres n'interdit pas de recourir, si besoin est, à d'autres méthodes de négociation plus génériques avec l'accord de tous les Membres. Par exemple, les listes types peuvent être un outil de négociation utile, sous réserve qu'elles ne remplacent pas ni ne court-circuitent le processus de demandes et d'offres. Les approches par groupe peuvent aussi être utiles comme instrument de négociation pour parvenir à des engagements significatifs du point de

vue économique pour les secteurs et sous-secteurs liés les uns aux autres, dans le cadre du processus de demandes et d'offres.

- **Engagements progressifs:** Dans une certaine mesure, ce concept a déjà été utilisé dans le cadre de l'AGCS, par exemple dans le secteur des télécommunications et pour ce qui est des accessions à l'OMC. Dans certains cas, il peut permettre aux Membres de prendre des engagements qu'ils ne seraient pas capables ni désireux de prendre sur le champ. Par ailleurs, il est conforme à l'esprit et à la lettre de l'article IV de l'AGCS et au concept de libéralisation progressive mentionné à l'article XIX. Dans la pratique, ce point devrait être traité au cas par cas dans les négociations sectorielles, et réglé en fonction de la nature et de la teneur des engagements pris.
- **Traitement des pays les moins avancés:** Les CE considèrent qu'il serait approprié de réfléchir au meilleur moyen d'aider les pays les moins avancés à participer aux négociations. En outre, elles appuient les propositions relatives en particulier à la flexibilité des modalités de libéralisation, conformément à ce que prévoit l'article IV de l'AGCS.

III. CALENDRIER ET ORGANISATION DES NÉGOCIATIONS

4. • **Élaboration des règles.** Les CE sont favorables à des progrès rapides sur les questions se rapportant à ce que l'on appelle l'élaboration des règles. Toutefois, l'AGCS ne prévoit pas un découpage des négociations en diverses phases en fonction des thèmes traités, et il serait effectivement artificiel de procéder ainsi, étant donné que l'élaboration des règles fait partie intégrante des négociations et de leur résultat final. Par exemple, certaines questions se rapportant à la classification, outre celles qui ont déjà été soulevées, sont susceptibles de se poser au fur et à mesure que les négociations avanceront et il est possible qu'elles ne puissent être résolues qu'au cours des négociations. De même, s'agissant du travail sur la réglementation intérieure, la mise en place de disciplines sur la transparence et la nécessité est liée dans une large mesure aux aspects se rapportant à l'accès aux marchés étant donné que ces disciplines sont conçues pour étayer les engagements pris en matière d'accès aux marchés.

En conséquence, le travail d'élaboration des règles et les négociations relatives à l'accès aux marchés devraient être menés en parallèle.

- **Cadre temporel.** Pour les CE, il est prématuré de fixer une date-butoir pour l'achèvement des négociations, ce qui n'empêche nullement de convenir de certaines dates cibles (par exemple pour le dépôt des demandes et des offres conditionnelles initiales, etc.). Il faudrait à la session-bilan arrêter un calendrier de manière à garantir une progression ordonnée des négociations.
- **Organisation des négociations.** La session-bilan devrait notamment avoir pour objet d'examiner et d'arrêter l'organisation du travail, de traiter les questions soulevées dans les propositions, sectorielles ou horizontales, qui pourraient avoir été présentées conformément à la décision relative au "guide" ou ultérieurement. Parmi les questions relatives à l'organisation qui doivent être résolues figurent celle de la création, ou de la réactivation, de certains groupes de travail (qui existent déjà pour les services financiers et le transport maritime), compte tenu des répercussions concrètes que cela pourrait avoir, en particulier de la nécessité d'une coordination

globale efficace et des capacités de négociation des Membres. En outre, le mandat de certains organes subsidiaires pourrait devoir être révisé.

- **Rôle du Conseil du commerce des services.** Comme d'autres, les CE sont favorables au maintien du rôle de pilotage important qui a été confié au Conseil réuni en session extraordinaire en vue d'un déroulement efficace des négociations. Il s'agit notamment pour le Conseil de décider de mesures appropriées en ce qui concerne l'organisation et le fond des négociations, de s'assurer que les travaux progresseront conformément aux prévisions, de faire en sorte que les organes subsidiaires reçoivent les directives leur permettant de mener à bien leur tâche et d'aider les Membres à mener à bien leurs négociations.
-